

« La crise est un test pour l'Europe, mais pas un test final » p. 3.

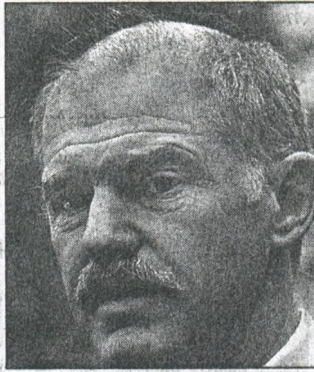
Vous avez convoqué un sommet européen extraordinaire pour lundi 17 février. N'allez-vous pas mettre les divisions européennes sous un projecteur ?

Ce sommet va permettre de montrer si ces divisions sont réelles, et quelles elles sont. Nous avons une large base de consensus et un but commun : nous voulons le désarmement de l'Irak, si possible par une résolution pacifique de cette crise ; nous soutenons les Nations unies, et nous voudrions tous que l'ONU soit en charge du dossier irakien. S'agissant des scénarios pour les étapes suivantes, nous avons des approches différentes et, dans les discussions publiques, elles donnent l'impression de divergences profondes. En prendre acte ne nous empêche pas de travailler ensemble et de coordonner nos efforts.

Le côté positif de tout cela est que les citoyens européens demandent à l'Europe d'être unie, de parler d'une seule voix. En un sens, nous [la présidence grecque] avons répondu à cet appel, qui émane aussi de plusieurs gouvernements. Nous allons voir : si nos divisions sont profondes, nous pourrions ouvrir une autre discussion, par exemple à propos de la manière dont nous prenons des décisions au sein de nos institutions, ce qui signifierait insister davantage sur des réformes internes.

Vu les positions de la Grande-Bretagne d'un côté, celles de la France et de l'Allemagne de l'autre, comment pouvez-vous imaginer parvenir à une position européenne commune ?

Ces trois pays, et les Quinze, sont d'accord pour demander une stricte mise en œuvre de la résolution 1441 des Nations unies, et un respect total de celle-ci de la part de Saddam Hussein. Nous sommes également d'accord sur le fait que nous devons épuiser toutes les voies diplomatiques et que l'ONU est en charge de ce problème. Nous pourrions décider de prendre d'autres initiatives, par exemple avec les pays arabes, pour adresser un message encore plus fort à Saddam Hussein. Il y a peut-être encore une chance de l'amener à respecter intégralement la volonté de la communauté internationale, et cela peut être renforcé par les idées françaises et allemandes. Bien des choses vont dépendre du rapport de Hans Blix [chef des inspecteurs de l'ONU en Irak]. Si nous échouons, il peut y avoir un consensus beaucoup plus large en Europe en faveur de mesures beaucoup plus fermes.



SIMELA PANTAZI/AF

Votre objectif est-il d'essayer de faire prévaloir la « position commune » que les Quinze ont affichée le 27 janvier, et qui revenait pour l'essentiel à taire leurs divergences ?

Tout compromis politique est un succès, parce qu'il montre que nous pouvons rester unis. Est-il possible d'avoir de nouveau une position commune lundi ? Je ne peux pas le garantir, mais nous allons y travailler.

Sans position commune, l'Union entrera-t-elle dans une crise ?

Nous devons faire attention, lorsque nous parlons des divisions européennes, de ne pas donner une impression fautive à Saddam Hussein, qui pourrait croire que nous n'avons pas la volonté de le désarmer, que nous ne voulons pas qu'il observe la résolution 1441. Ce n'est pas le cas : notre consensus à ce sujet est clair et fort. S'il est vrai que quelques pays ne veulent pas d'action militaire, la plupart se refusent à l'exclure. Plus fort et uni sera notre message, plus grandes sont les chances d'obtenir une exécution complète de la résolution 1441. Si nous sommes divisés, s'agira-t-il d'une crise européenne ? Oui et non. Mais une crise n'est pas toujours négative, et peut avoir des aspects positifs : cela ouvre davantage la réflexion sur notre politique étrangère, sur les relations entre l'Europe et les Etats-Unis, sur la manière dont nous confrontons les problèmes de sécurité dans ce monde de plus en plus globalisé. Nous pouvons, en un sens, regarder cette crise irakienne de façon constructive : ce sera un test pour l'Europe, mais ce ne sera pas un test final. Cela devrait au contraire aider à renforcer la volonté des Européens de développer une politique étrangère européenne plus forte.

A la conférence de Munich sur la politique de sécurité, l'Europe a été fortement critiquée par les Américains. Pensez-vous que

nous sommes aussi confrontés à une crise transatlantique ?

Il n'est pas illogique qu'il y ait différentes approches au sein de l'UE, comme il y en a aux Etats-Unis, où un débat acharné se déroule sur ce que doit être la politique vis-à-vis de l'Irak et envers le terrorisme. Ne tombons pas dans les stéréotypes : ce n'est pas la « vieille Europe » contre la « nouvelle », ou une Amérique agressive contre une Europe pacifique... La question est de savoir comment nous essayons de résoudre les vrais problèmes, qui sont certes le terrorisme, mais aussi la pauvreté, le fondamentalisme, les crises ethniques, la démocratie et les droits de l'homme, l'environnement... Sur tout cela, nous devons ouvrir un vrai dialogue avec les Etats-Unis.

L'Europe peut apporter bien des réponses, et de l'expérience. La

« vieille Europe », cela veut dire que nous avons de longues traditions, de bonnes et de mauvaises expériences, comme deux guerres mondiales, mais aussi celle de travailler avec le monde musulman depuis fort longtemps, et nous avons eu notre part d'expérience du terrorisme.

La guerre contre l'Irak va avoir des répercussions importantes au Proche-Orient. Quel message l'Union doit-elle adresser, lundi, à propos du conflit israélo-palestinien ?

Le message très clair est que c'est là une priorité numéro un pour l'Europe, et que nous n'oublions d'aucune façon le processus de paix. Nous continuerons, qu'il y ait une guerre ou pas, à œuvrer dans ce sens.

Propos recueillis par
Laurent Zecchini

4